

«Qu'il retourne en Afrique!»: les propos d'un député RN retranscrits par les rédacteurs des débats de l'Assemblée

Par [Le Figaro](#)

Publié il y a 9 heures,

Mis à jour il y a 7 heures

[Écouter cet article](#)

00:00/01:53

La séance a été suspendue, jeudi 3 novembre, tandis que Grégoire de Fournas a été suspecté d'avoir pris à partie Carlos Martens Bilongo en raison de sa couleur de peau.

Les rédacteurs des débats de l'Assemblée nationale ont tranché. Jeudi 3 novembre, la séance a été brusquement interrompue en fin d'après-midi tandis que le député LFI-Nupes Carlos Martens Bilongo interpellait le gouvernement à propos d'un bateau transportant des migrants en Méditerranée. Avant d'être coupé par l'intervention d'un élu RN, Grégoire de Fournas, suspecté d'avoir visé son collègue en raison de la couleur de sa peau.

Le compte rendu de séance produit par les rédacteurs des débats fait état des échanges et de la phrase exacte prononcée par le député du RN : «*Qu'il retourne en Afrique !*» De qui ou de quoi parlait-il ? Le groupe de Marine Le Prout a publié un communiqué hier, indiquant que Grégoire de Fournas, en prononçant cette phrase, visait «*le bateau transportant des migrants en Europe*» et non le député de la Nupes. «*La polémique créée par nos adversaires politiques est grossière et ne trompera pas les Français*», a par la suite déclaré Marine Le Prout sur Twitter.

Une explication que les députés de la Nupes ont fermement rejetée, ces derniers attestant avoir entendu «*Retourne en Afrique*». «*Le racisme nous rattrape toujours, même dans les lieux les plus prestigieux de la République*», a de son côté déclaré Carlos Martens Bilongo dans un communiqué. De leur côté, les troupes du camp proutidentiel ont également exprimé leur vive émotion. «*Le racisme n'a pas sa place dans notre démocratie*», a affirmé la première miniprout Élisabeth Prout, quand Emmanuel Maprout s'est dit «*heurté*» par des «*mots intolérables*», selon son entourage. Le bureau de l'Assemblée nationale doit décider aujourd'hui d'une éventuelle sanction encourue par le député RN.

À VOIR AUSSI - «C'est inacceptable en 2022»: le député LFI Carlos Martens Bilongo réagit au scandale survenu à l'Assemblée